



PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DE L'UTILITÉ PUBLIQUE
ET DES PROCÉDURES ENVIRONNEMENTALES

ARRÊTÉ

n°2018-PREF/DCPPAT/BUPPE/ 019 du 27 février 2018
portant imposition de prescriptions complémentaires
à la société DIDIER WERCKE représentant la société DIDIER SIPC
pour son établissement sis 38, route de Dourdan à BREUILLET (91650)

LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes Académique
Chevalier du Mérite Agricole

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.516-1, R.181-45 et R.512-39-1 et suivants,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, en qualité de préfète de l'Essonne,

VU le décret du 12 octobre 2017 portant nomination de M. Mathieu LEFEBVRE, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2017-PREF-MCP-044 du 23 octobre 2017 portant délégation de signature à M. Mathieu LEFEBVRE, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU le récépissé de déclaration en date du 29 octobre 1968 délivré aux Établissements MULLER, dont le siège social et l'activité se situent Route de Dourdan à BREUILLET (91650), pour les activités suivantes :

- rubrique n° 89 2° 3ème classe : broyage, concassage de produits minéraux
- rubrique n° 33 bis 3e classe : compression d'air
- rubrique n° 358 A 3ème classe : fabrication de produits réfractaires avec fours fumivores

VU le récépissé de déclaration en date du 3 novembre 1969 délivré aux Établissements CARBONISATION ENTREPRISE ET CERAMIQUE pour son exploitation à BREUILLET (91650), des activités suivantes :

- rubrique n° 255 3° 3ème classe : 3 dépôts en surface de liquides inflammables de 2ème catégorie :
 - * citerne n° 4 : 16000 l fuel léger
 - * citerne n° 9 et 10 : 4000 l FOD + 6000 l fuel léger
 - * citerne n° 11 : 6000 l FOD
- rubrique n° 255 3° 3ème classe : 2 citernes n° 20 (dépôt enterré FOD 14000 l x 2)

VU l'arrêté n° 74-2728 du 24 avril 1974 délivré à la Société CARBONISATION ENTREPRISE ET CERAMIQUE, dont le siège social est 4-8 Place des États-Unis à MONTRouGE (92), pour son exploitation sise route départementale 19 à BREUILLET (91650), de l'activité suivante :

- rubrique n° 211 B II A 2ème classe : dépôt aérien de 52000 kg de butane

VU le récépissé de déclaration de succession en date du 30 avril 1982 délivré à la Société LAFARGE REFRACTAIRE et l'actualisation des activités du site sis 38 Route de Dourdan à BREUILLET (92650), à savoir :

- rubrique n° 153 bis 1° (avec BA) : installation de combustion

- rubrique n° 89 bis (D) : broyage, concassage, criblage de produits minéraux naturels

- rubrique n° 253 C (D) : dépôts de liquides inflammables

- rubrique n° 358 A (D) : fabrication de produits réfractaires avec fours de cuisson fumivores dans une agglomération

- rubrique n° 361 B 2° (D) : installation de compression d'air

VU le récépissé de déclaration du 30 avril 1982 délivré à la Société LAFARGE-REFRACTAIRE, dont le siège social est 99 Avenue Aristide Briand à MONTRouGE CEDEX (92542), pour l'exploitation du site au 38 Route de Dourdan à BREUILLET (91650), de l'activité suivante :

- rubrique n° 282 2° (D) : travail mécanique de métaux

VU le récépissé de déclaration de succession en date du 8 avril 1988 délivré à la Société PRODUITS REFRACTAIRES DE VALENCIENNES, dont le siège social est 63 rue du Petit Bruxelles à VALENCIENNES (59303), pour les activités susvisées pour le site sis au 38 Route de Dourdan à BREUILLET (91650),

VU le récépissé de déclaration de succession en date du 22 septembre 1989 délivré à la Société DIDIER S.I.P.C. (Société Industrielle de Production et de Construction), dont le siège social est 102 rue des Poissonniers à PARIS (75018), pour les activités susvisées pour le site sis au 38 Route de Dourdan à BREUILLET (91650),

VU le courrier de la Société RHI REFRACTORIES du 28 février 2003 par lequel elle informe le préfet de la cessation définitive des activités industrielles des ETABLISSEMENTS DIDIER SIPC à BREUILLET (91650), lieudit « les petits sels »,

VU le procès-verbal de récolement en date du 31 janvier 2006,

VU l'arrêté préfectoral n° 2010.PREF.DCI2/BE0005 du 11 mai 2010 instituant des servitudes d'utilité publique sur le site de l'ancienne carrière des ETABLISSEMENTS DIDIER SIPC sur la commune de BREUILLET (91650), lieudit « les petits sels »

VU le rapport « Diagnostic radiologique » (n°RNGSIF00957-04) du 30 mai 2016 réalisé par la société NUDEC,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 31 octobre 2017, proposant une présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST),

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 21 décembre 2017 notifié le 28 décembre 2017 au pétitionnaire,

VU les observations écrites de l'exploitant par courrier en date du 17 janvier 2018 sur ce projet,

VU les échanges avec l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France et le représentant de la société Didier Wercke entre la réunion du CODERST le 21 décembre 2017 et le 15 février 2018,

CONSIDERANT que les activités de l'établissement ont cessé depuis 2003,

CONSIDERANT le procès verbal de récolement en date du 31 janvier 2006,

CONSIDERANT que le procès verbal précité stipule que le hangar de l'usine du haut « a été nettoyé »,

CONSIDERANT que le procès verbal stipule également que « tous les produits et équipements de la société DIDIER SIPC ont été enlevés, hormis quelques briques réfractaires, wagons, fours, tunnels, séchoirs et autres matériels laissés à la disposition du futur acquéreur pour l'aménagement d'un musée »,

CONSIDERANT qu'aucun projet de musée n'a été proposé depuis la fermeture du site,

CONSIDERANT l'article R512-39-4 du code de l'environnement et notamment son alinéa I repris ci-après :

I.-A tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à 1, l'article L. 511-1,

CONSIDERANT que les GRV constatés au niveau de l'usine du haut ne correspondent pas aux éléments prévus d'être laissés à la charge de l'acquéreur,

CONSIDERANT que les GRV constatés au niveau de l'usine du haut constituent des déchets en lien avec les activités précédemment exercées sur le site, et qu'ils doivent être évacués dans des filières autorisées à les prendre en charge,

CONSIDERANT la présence de poudre blanche en vrac présentant une radioactivité renforcée au niveau de l'usine du haut qui correspond à un déchet lié aux anciennes activités,

CONSIDERANT que depuis 1995, le groupe RHI détenait la société DIDIER SIPC via sa filiale DIDIER WERCKE,

CONSIDERANT que le groupe RHI REFRACTORIES, et notamment la société DIDIER WERCKE, doit être regardé comme étant le dernier exploitant,

CONSIDERANT que les courriers de réponse de la société RHI REFRACTORIES FRANCE des 25 avril 2016 et 17 janvier 2017 n'apportent aucun élément satisfaisant, ni argument démontrant que les déchets constatés lors des visites d'inspection des 10 février 2016 et 30 octobre 2017 sur le site localisé 38, route de Dourdan à Breuillet ne sont pas liés aux anciennes activités,

CONSIDERANT l'article R512-39-1 du code de l'environnement, modifié par le décret n°2011-828 du 11 juillet 2011 - art. 6, dont un extrait est repris ci-dessous :

« I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; »

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société, DIDIER SIPC représentée par la société DIDIER WERCKE, dont le siège social est situé Hagenauer Strasse 53-55A, D-65203 WIESBADEN, gérée par M. PETER LUEF (président directeur général) et appartenant au groupe RHI REFRACTORIES dont le siège social est sis WIENERBERGERSTRASSE 9 A - 1100 VIENNE, dénommée ci-après l'exploitant doit respecter les dispositions du présent arrêté, dans le cadre de la cessation d'activité de son établissement implanté au 38, route de Dourdan à Breuillet.

ARTICLE 2 : Déchets à éliminer

L'exploitant doit engager les opérations nécessaires pour collecter les déchets dangereux qui étaient présents dans les silos de son site ainsi que dans plusieurs big-bags disséminés sur le site de Breuillet et qui sont liés à son activité passée, les entreposer temporairement dans des conditions assurant la protection de l'environnement et des tiers et les diriger vers une filière de prise en charge adaptée et autorisée. Les justificatifs relatifs aux opérations de prise en charge et d'élimination sont à communiquer à l'inspection des installations classées.

Les silos présents sur site doivent être nettoyés de leur contenu. L'exploitant doit assurer une séparation des déchets suivant leurs caractéristiques. Les déchets marqués radiologiquement doivent être collectés et conditionnés en big-bags. Les déchets non marqués doivent être stockés dans des conditions facilitant leur prise en charge et leur évacuation du site.

L'exploitant doit caractériser les déchets déjà conditionnés en big-bags si cette opération n'a pas déjà été réalisée et les diriger vers une filière de prise en charge adaptée et autorisée. Les justificatifs relatifs aux opérations de prise en charge et d'élimination sont à communiquer à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3 :

Toutes les précautions sont mises en œuvre afin de protéger les travailleurs lors des opérations de caractérisation, nettoyage, manutention... notamment vis-à-vis du risque amiante et des déchets présentant un marquage radiologique.

Le chantier est clôturé et les accès fermés en dehors des phases de travaux. L'accès aux zones de chantier n'est possible qu'en présence d'un responsable de chantier. Les accès au site signalent la présence d'un chantier et les risques afférents (chute...).

Le site est aménagé de manière à permettre la circulation, le stationnement et l'évolution des véhicules sans gêne pour la circulation sur la voie publique. Les véhicules et voiries internes au site sont, en tant que de besoin, nettoyés afin d'éviter le dépôt de boues et de terres sur la voie publique.

L'exploitant définira en liaison avec la ou les entreprise(s) de transport un plan de circulation définissant les axes de circulation à emprunter, les contraintes imposées afin de réduire la gêne au voisinage.

Toutes les dispositions sont prises pour éviter l'envol de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage ou la salubrité publique. En particulier, les dépôts de matériaux pollués doivent être recouverts par des bâches de protection étanches.

ARTICLE 4 :

Au cours des actions engagées sur le site, un registre doit être ouvert, dans lequel doivent être consignées avec une précision suffisante, la nature des travaux réalisés ainsi que toutes informations pertinentes relatives à la sécurité ou aux événements pouvant porter atteinte à la protection de l'environnement et à la santé des riverains.

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir la protection des intérêts visés à l'article L511.1 du code de l'environnement. Il s'assure notamment que les prestataires auxquels il fait appel pour assurer la collecte, le traitement et l'élimination des déchets qu'il produit ou détient disposent des autorisations et, le cas échéant, des agréments en application des titres Ier et IV du livre V du code de l'environnement. L'exploitant s'assure que les transporteurs et les collecteurs auxquels il fait appel respectent les réglementations en vigueur en ce qui concerne le transport des déchets.

L'exploitant doit se conformer aux dispositions des articles R541-42 et suivants du code de l'environnement et de leurs textes d'application.

L'exploitant établit et tient à jour un registre relatif aux déchets dangereux (terres polluées, eaux souillées...) qu'il élimine. Toute élimination de déchets dangereux doit faire l'objet de l'établissement d'un bordereau de suivi de déchets. Le registre et les bordereaux de suivi de déchets précités sont tenus à la disposition de

l'inspection des installations classées. L'exploitant s'assure d'obtenir le retour du bordereau de suivi complété par l'installation finale de traitement dans le mois suivant l'évacuation du lot concerné.

Le registre cité à l'alinéa précédent contient a minima les informations suivantes :

- la désignation des déchets et leur code conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007,
- la date d'enlèvement ;
- le tonnage des déchets ;
- le numéro du bordereau de suivi de déchets émis
- la désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 modifiée;
- le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ;
- le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ;
- l'identité du transporteur et le cas échéant son numéro de récépissé visé à l'article R.541-51 du décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007, et l'immatriculation du véhicule,
- la date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ;

Toute découverte fortuite de toute source de pollution éventuelle dont les caractéristiques ou le traitement ne seraient pas prévus dans le présent arrêté doit être signalée immédiatement à la préfète de l'Essonne.

ARTICLE 5 : Rapport de fin de travaux

Dans les deux mois après l'achèvement des travaux de réhabilitation, l'exploitant transmet à la préfète de l'Essonne un bilan comprenant au moins les éléments suivants :

- une synthèse technique décrivant les différentes phases des opérations de nettoyage (la gestion des déchets sur le plan qualitatif et quantitatif en précisant la destination des déchets) ;
- une synthèse de l'ensemble des contrôles réalisés pendant la durée des travaux de réhabilitation ;
- un plan faisant apparaître l'emplacement des zones traitées et les points de prélèvement,

ARTICLE 6 : ECHEANCIER

	DELAI (à compter de la notification du présent arrêté)
Collecter les déchets présents et liés à l'ancienne activité exercée sur le site (déchets marqués radiologiquement au niveau des « silos » ainsi que les big bags disséminés sur site)	2 mois
Mettre en œuvre des conditions d'entreposage temporaire des déchets avec caractérisation de ceux-ci	3 mois
Éliminer les déchets marqués ou non radiologiquement et communiquer les justificatifs relatifs à l'élimination des déchets	4 mois

ARTICLE 7 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 8 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES), dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211.1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 9 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,

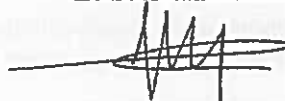
Les inspecteurs de l'environnement,

Le maire de BREUILLET

L'exploitant, la société DIDIER SIPC représentée par la société DIDIER WERCKE

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne et dont une copie est transmise pour information à M. le Sous-Préfet de Palaiseau.

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général



Mathieu LEFEBVRE